

LETTRE OUVERTE A

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

LA PRESIDENTE DE LA COMMISSION EUROPEENNE

LE PRESIDENT DU PARLEMENT EUROPEEN

ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ENERGY CITIES

LE 17 SEPTEMBRE 2020

NEXT GENERATION EU / APPEL DES MAIRES

Madame la Chancelière Merkel, Présidente du Conseil de l'Union européenne

Madame von der Leyen, Présidente de la Commission européenne

Monsieur Sassoli, Président du Parlement européen

Nous, les maires d'Europe, soutenons et saluons le plan de relance de l'UE récemment adopté, intitulé « Next Generation EU ». C'est ce que nos citoyens ont réclamé dans nos rues et c'est le changement pour lequel nous avons été élus.

Aujourd'hui, alors que les États membres de l'UE adoptent des lois d'urgence climatique et écologique, qui font écho à nos propres déclarations, l'Union européenne doit ouvrir la voie à une réponse coordonnée et collaborative des États à la crise sociale, sanitaire, économique, démocratique et climatique à laquelle nous sommes confrontés.

Nous, les Maires d'Europe, souhaitons exprimer notre soutien total aux propositions du plan de relance « Next generation EU » et vous aider à les traduire en un avenir « tangible ».

La mise en œuvre est essentielle, et c'est pourquoi nous vous écrivons aujourd'hui.

Les changements décrits dans le Pacte vert et « Next Generation EU » doivent se concrétiser sur nos routes, dans nos écoles, dans nos bus et dans nos budgets. Afin de mettre en œuvre le Pacte vert que nous appelons tous de nos vœux, il nous appartient à nous, les villes, de mobiliser chaque personne, chaque foyer, chaque rue. L'UE propose une réponse coordonnée pour construire une Europe plus résistante, plus verte et plus prospère, ville après ville. Pour cela, nous devons adopter une approche stratégique au niveau local.

Nous voyons deux conditions à cela et nous voulons en discuter d'urgence avec vous : soutenir un véritable pilotage stratégique des plans de relance à tous les niveaux et intégrer l'urgence climatique et écologique dans les budgets.

Aucun plan de relance national ne peut se faire sans la pleine participation, de sa conception à sa mise en œuvre, de l'ensemble des acteurs à tous les niveaux de gouvernance territoriaux. Cela doit se refléter dans la gouvernance des plans. Nous **demandons que des ressources et des mécanismes adéquats soient consacrés au pilotage stratégique et collaboratif des Fonds**. L'UE doit soutenir la création d'une « **équipe de transition** » dans chaque ville, chaque région, chaque État membre pour en assurer la mise en œuvre. **Nous demandons donc à ce que les villes puissent bénéficier d'un « financement vert urbain direct » pour l'élaboration de Pactes locaux pour la reprise et la résilience** afin de les aider, ainsi que leurs communautés, à redéfinir conjointement leur économie locale, créer des emplois et des richesses durables qui respectent les limites de la planète et se préparer à absorber les chocs extérieurs. *Nous soutenons l'appel du Pacte des villes libres et des autres villes qui ont fait cette demande.*

Afin d'en évaluer la cohérence, **nous exigeons** que tous les plans nationaux pour la reprise et la résilience ainsi que tous les budgets publics, y compris les budgets municipaux, **intègrent la question de la résilience au changement climatique**. L'instrument d'assistance technique disponible en soutien des administrations publiques des États membres (Facilité de réforme) doit revoir la manière dont sont évaluées les dépenses publiques afin d'intégrer la question des limites de la planète et les droits des générations futures. Cette nouvelle boussole indiquera clairement que les subventions et les investissements actuels dans les combustibles fossiles sont incompatibles avec l'urgence climatique et devront être réorientés vers le développement des économies locales et la création d'emplois.

La résilience de l'UE reposera sur sa capacité à **exploiter en premier lieu les ressources locales**, que ce soit dans les secteurs alimentaire, énergétique, manufacturier ou autres. Les Fonds régionaux doivent intégrer dans leur mission les objectifs de **suffisance, tant en énergie que de ressources**, des stratégies locales qui visent à soutenir les économies locales, à favoriser de nouveaux modèles économiques et à construire une autonomie stratégique.

"Réparer, réformer, remodeler", c'est par ces mots que l'accord entre les chefs d'État de juillet dernier a été présenté publiquement. Ils ne doivent pas rester lettre morte. Les réformes et le "remodelage" ne peuvent se faire qu'en respectant les limites de la planète et en répondant aux besoins quotidiens de base des populations. Cela nécessite une démocratie revitalisée à tous les niveaux.

En tant que maires des quatre coins de l'Europe et de tous bords politiques, notre appel est dépourvu de tout parti pris idéologique. Il s'agit d'un appel à renforcer la force distinctive de l'Europe, qui repose sur les notions de cohésion et de solidarité, et à créer un véritable "ethos" européen alors que nous devons répondre à l'urgence de la crise du COVID 19 et à l'impérieuse nécessité de faire face au changement climatique.

Nous sommes impatients de travailler avec l'ensemble de nos concitoyens à la réalisation d'une Europe que nous savons possible et sommes fermement convaincus qu'il n'y aura jamais de meilleur moment pour un changement aussi audacieux que ces temps sans précédent.

Energy Cities souhaite une transformation radicale des politiques et des systèmes énergétiques, qui donnent aux citoyens le pouvoir de créer un futur énergétique décentralisé et durable. Nous sommes convaincus que la transition énergétique n'est pas une question d'énergie propre ou de technologies de pointe. Pour nous il s'agit d'utiliser les ressources de manière raisonnée, de renforcer la participation locale et d'améliorer la qualité de vie dans une Europe démocratique. Energy Cities est un réseau de plus de 1 000 villes de 30 pays différents. Nous encourageons un dialogue basé sur une confiance réciproque entre les responsables locaux et les institutions nationales et européennes pour accélérer la transition énergétique en Europe.